



Des idées à cultiver pour l'industrie A l'écoute d'autres traditions industrielles

Comment faciliter la production en France ? Un groupe d'étude sous l'égide de la Fondation nationale entreprise et performance (Fnep) s'est rendu dans six pays (Allemagne, Italie, Suisse, Angleterre, États-Unis, Corée du Sud) pour comprendre certains éléments déterminants du développement d'une industrie forte.

Le résultat est le choix ciblé d'idées « à cultiver » autour de trois piliers : la culture industrielle, la formation et les territoires¹. Tout d'abord, l'industrie française souffre d'un déficit d'image. Le contact direct et individuel est essentiel pour déconstruire les idées reçues et la manière dont l'industrie est présentée. Notre première idée à cultiver est de développer davantage les visites d'usines, d'ouvrir au grand public les portes de nos entreprises et de renforcer les liens entre l'école et l'industrie. À l'image de ce que nous avons observé en Allemagne, la démonstration des métiers par des industriels au sein des écoles et le renforcement des échanges entre les industriels et les professeurs sont des moyens efficaces de faire connaître les métiers aux élèves. Il nous semble important que les classes se déplacent en entreprise et que les élèves aient la possibilité d'appliquer les notions

appprises à un cas concret. Par ailleurs, la formation initiale et continue est un enjeu majeur pour permettre à l'industrie de disposer de collaborateurs capables de relever les défis sociaux et environnementaux du 21^{ème} siècle. L'observation du système de formation duale, en alternance entre l'entreprise et l'école, notamment en Suisse, nous a confortés dans l'idée que ce type de formation permet de répondre aux besoins des entreprises avec des mises en situation professionnelle, et qu'il est nécessaire de le valoriser. Il est également important de reconnaître le temps passé par les employés-formateurs au sein de l'entreprise. Notre proposition à ce sujet est d'étudier la possibilité de comptabiliser ces heures dans le budget de formation de l'entreprise, voire d'accorder des avantages fiscaux en fonction du nombre d'heures effectuées.

La transformation numérique des procédés de production requiert une montée en compé-

¹ Fnep-La Fabrique de l'industrie, *Cultivons notre industrie. Un défi culturel, humain et territorial*, Presse des Mines, 2019.





tences des salariés. En s'inspirant de la mise en place du crédit d'impôt formation en Italie sur les technologies de l'Industrie 4.0, nous recommandons l'étude d'un crédit d'impôt ou d'un mécanisme fiscal pour faciliter la formation des salariés aux outils numériques par les entreprises. Cette mesure, testée dans un premier temps pour les technologies numériques, pourrait être élargie à d'autres types de formations.

Enfin, les entreprises industrielles doivent pouvoir s'appuyer sur les atouts du territoire pour exporter et travailler en réseau avec les autres acteurs de la chaîne de valeur. Le district italien est un exemple éclairant ayant permis aux petites et moyennes entreprises (PME) italiennes d'exporter plus facilement que leurs homologues françaises. Un « contrat local de réseau d'entreprises » pourrait être créé pour permettre à plusieurs entreprises d'exercer en commun une ou plusieurs activités économiques dans le cadre de leurs objets sociaux respectifs, et d'accroître leur capacité d'innovation et leur compétitivité. Cette forme d'organisation pourrait permettre de mutualiser les coûts, de mieux répondre aux besoins du client et de viser de nouveaux marchés.

Les collectivités territoriales jouent un rôle important pour faciliter l'implantation des entreprises et conserver les activités

industrielles sur leurs territoires. L'accompagnement des PME par les acteurs locaux nous est apparu essentiel pour les aider à croître et à s'exporter. Nous pensons utile qu'ils accompagnent les entreprises pour rechercher des sites et regrouper, lorsque cela a du sens, les activités de production des entreprises et de leurs sous-traitants sur un même lieu. Ce regroupement permettrait d'optimiser l'emprise immobilière des usines et de réduire la taxe foncière industrielle payée par l'entreprise.

Au cours de ces six voyages d'études, nous avons observé l'importance de l'industrie dans l'économie nationale et dans l'esprit des décideurs, en nous focalisant sur le retour d'expérience et l'examen de dispositifs existants. L'état actuel de l'industrie française est la conséquence de choix politiques, économiques et collectifs des 40 dernières années. L'exemple allemand montre pourtant que le découragement serait coupable. Les effets des réformes ne se voient que sur le temps long. Il faut donc une volonté collective de défendre l'industrie et de chercher à maintenir un cap. Ceci ne peut se faire sans une intense pédagogie.

Propos recueillis auprès de
Simon Desindes
Caroline Mini

